



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CALVADOS

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°14-2020-106

PUBLIÉ LE 7 AOÛT 2020

# Sommaire

## **Agence régionale de santé de Normandie**

14-2020-07-31-011 - Décision du 31 juillet 2020 portant fermeture du site de rattachement de dispensation a domicile de l'oxygène à usage médical à PONT L'EVEQUE (14), SARL Euro Médical Concept (2 pages) Page 3

## **Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados**

14-2020-07-31-010 - Arrêté préfectoral d'ouverture et de clôture de la campagne de chasse 2020-2021 (25 pages) Page 6

## **Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest**

14-2020-08-03-021 - Arrêté n° 20-57 portant réorganisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest (4 pages) Page 32

## **Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest**

14-2020-08-03-022 - Arrêté portant délégation de signature au général de corps d'armée Sauvegrain (2 pages) Page 37

## **Préfecture du Calvados**

14-2020-08-06-004 - Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/262 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder aux marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le territoire de la commune de Luc-sur-Mer (2 pages) Page 40

14-2020-08-06-002 - Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/263 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder au marché alimentaire de plein air se déroulant sur le territoire de la commune du Molay Littry (2 pages) Page 43

14-2020-08-06-005 - Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/264 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder dans certaines rues de la Ville de Cabourg, tous les jours, de 07 heures 00 à 23 heures 00. (3 pages) Page 46

14-2020-08-06-007 - Arrêté n° 2020/SIDPC/CR/260 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans la rue Général de Gaulle de la commune de Douvres la Délivrande (2 pages) Page 50

14-2020-08-04-010 - Arrêté portant dérogation au repos dominical CEVA SEML (2 pages) Page 53

14-2020-08-06-006 - Arrêté préfectoral N° 2020/SIDPC/CR/259 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder aux marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le territoire de la commune de Douvres-la-Délivrande (2 pages) Page 56

14-2020-08-06-001 - Arrêté préfectoral N° 2020/SIDPC/MG/265 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans les rues et certains espaces publics de la ville de Deauville (3 pages) Page 59

Agence régionale de santé de Normandie

14-2020-07-31-011

Décision du 31 juillet 2020 portant fermeture du site de rattachement de dispensation a domicile de l'oxygène à usage médical à PONT L'EVEQUE (14), SARL Euro Médical Concept

**DECISION PORTANT FERMETURE DU SITE DE RATTACHEMENT DE DISPENSATION A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL A PONT L'EVEQUE (14130), SARL EURO MEDICAL CONCEPT**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE NORMANDIE**

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.4211-5 et L.5232-3 ;

**VU** le titre IV chapitre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dite loi « HPST » qui crée les Agences régionales de santé, modifiée par la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 et la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment l'article 1 ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les Agences régionales de santé et les Unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des Unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers, notamment les articles 1, 2 et 3 ;

**VU** le décret du 17 juin 2020 portant nomination du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, Monsieur Thomas DEROCHE, à compter du 15 juillet 2020 ;

**VU** la décision du 14 mars 2014 du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la SARL EURO MEDICAL CONCEPT à SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME (50220) ZA le Cromel, pour son site de rattachement de PONT L'EVEQUE (14130) rue de l'Hippodrome ;

**VU** la décision du 8 avril 2014 du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la SARL EURO MEDICAL CONCEPT à SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME (50220) ZA le Cromel, pour son site de rattachement de PONT L'EVEQUE (14130) rue de l'Hippodrome ;

**VU** l'arrêté du 16 juillet 2015 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

**VU** la décision du 15 juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 15 juillet 2020 ;

**VU** le mail du 10 juillet 2020 de Monsieur Christian MORIN, Directeur des Filiales du Groupe UNION HEALTH CARE à RIVESALTES informant de la cessation de l'activité de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical du site de rattachement de la société EURO MEDICAL CONCEPT situé à PONT L'EVEQUE (14130) ;

**CONSIDERANT** le courrier du 16 juillet 2020, réceptionné le 22 juillet 2020, présenté par la SAS Technicien de santé, filiale du Groupe UNION HEALTH CARE, dont le siège social est situé à Rivesaltes (66600) 2 rue des Micocouliers ZAE Panisso Est, informant de la fermeture du site de rattachement de dispensation à domicile d'oxygène à usage médical de la société SARL EURO MEDICAL CONCEPT, sis à PONT L'EVEQUE (14130) rue de l'Hippodrome, depuis le 01/01/2019, suite à la fusion de la société EURO MEDICAL CONCEPT dans la société Hexa Filiale courant 2018 ;

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : La décision du 14 mars 2014 du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la SARL EURO MEDICAL CONCEPT à SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME (50220) ZA le Cromel, pour son site de rattachement de PONT L'EVEQUE (14130) rue de l'Hippodrome, est abrogée.

**ARTICLE 2** : La décision du 8 avril 2014 du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la SARL EURO MEDICAL CONCEPT à SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME (50220) ZA le Cromel, pour son site de rattachement de PONT L'EVEQUE (14130) rue de l'Hippodrome, est abrogée.

**ARTICLE 3** : La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé, Direction générale de l'offre de soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif, 3 rue Arthur Leduc - BP 25086 - 14050 Caen Cedex 4. La saisine du Tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 4** : Le Directeur de l'Offre de Soins de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie et du département du Calvados.

Fait à Caen, le 31 juillet 2020

P/ Le Directeur général,  
Le Directeur de l'Offre de Soins,



Kevin LULLIEN  
Directeur de l'Offre de Soins

Kevin LULLIEN

Direction départementale des territoires et de la mer du  
Calvados

14-2020-07-31-010

Arrêté préfectoral d'ouverture et de clôture de la campagne  
de chasse 2020-2021

**ARRETE PREFECTORAL D'OUVERTURE ET DE CLOTURE  
DE LA CAMPAGNE DE CHASSE 2020-2021**

**LE PRÉFET DU CALVADOS  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2020 approuvant le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC) pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2026 ;

**VU** la déclinaison départementale du plan national de maîtrise du sanglier ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'ouverture anticipée de la chasse au chevreuil, au daim et au sanglier du 24 mai 2020 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en vigueur portant délégation de signature à monsieur Laurent MARY, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

**VU** l'avis de la fédération des chasseurs du Calvados du 7 juillet 2020 ;

**VU** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 7 juillet 2020 ;

**VU** les résultats de la consultation du public qui s'est déroulée du 2 au 22 juillet 2020 inclus ;

**CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article R. 424-6 du code de l'environnement, le préfet fixe annuellement, sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer et après avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage et de la fédération départementale des chasseurs, les périodes d'ouverture de la chasse à tir ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article R. 424-7 du code de l'environnement, les dates d'ouverture et de clôture générales de la chasse à tir doivent être comprises entre le troisième dimanche de septembre et le dernier jour de février ;

**CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article R. 424-5 du code de l'environnement, la clôture de la chasse sous terre (vénerie) du blaireau est fixée au 15 janvier mais que le préfet peut, sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer et après avis de la commission départementale de la

chasse et de la faune sauvage et de la fédération départementale des chasseurs, autoriser la vénerie du blaireau à compter du 15 mai

**CONSIDERANT** qu'en application des dispositions du premier alinéa de l'article R. 425-1-1 du code de l'environnement, le plan de chasse est obligatoire notamment pour le cerf élaphe, le chevreuil et le daim ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu des dispositions de l'article R. 425-1-1 du code de l'environnement, le préfet peut décider, après avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, que le plan de chasse est, sur tout ou partie du département, obligatoire pour toute autre espèce de gibier que celles mentionnées au premier alinéa ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L. 425-15 du code de l'environnement, le préfet inscrit sur proposition de la fédération départementale des chasseurs, les modalités de gestion d'une ou plusieurs espèces de gibier lorsque celles-ci ne relèvent pas de la mise en oeuvre du plan de chasse, dans l'arrêté annuel d'ouverture et de fermeture générales de la chasse ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu des dispositions de l'article R. 424-1 du code de l'environnement, le préfet peut, pour une ou plusieurs espèces de gibier afin de favoriser leur protection et leur repeuplement, notamment interdire l'exercice de la chasse de ces espèces ou d'une catégorie de spécimen de ces espèces en vue de la reconstitution des populations et limiter le nombre de jours de chasse ;

**CONSIDERANT** que des plans de gestion cynégétique du faisan, du lièvre, de la perdrix grise, du gibier d'eau et du sanglier ont été institués dans le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC) 2020-2026, approuvé le juin 2020, et qu'il convient d'en reprendre les modalités proposées par la Fédération Départementale des Chasseurs du Calvados (FDC 14) le juin 2020 pour la campagne de chasse 2020-2021 dans l'arrêté préfectoral d'ouverture et de clôture de la chasse ;

**CONSIDERANT** que la limitation du nombre de jours de chasse du lièvre et de la perdrix, prise en application de l'article R. 424-1 du code de l'environnement, vise à favoriser la préservation et le repeuplement de ces espèces de gibier dans les territoires définis ;

**CONSIDERANT** que les résultats du suivi du nombre de couples de perdrix grises effectué au printemps 2019 par la FDC 14 confirment l'amélioration du niveau de la population de cette espèce depuis 2016 (pas de suivi en 2020 en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de covid-19) ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des dispositions prises pour les différentes espèces de gibier sont de nature à assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique ;

**CONSIDERANT** l'ampleur des dégâts agricoles occasionnés par les sangliers dans le département du Calvados lors des trois dernières saisons cynégétiques et l'effectif sans cesse croissant de la population de sangliers, il convient de maintenir une pression non sélective sur l'espèce et d'agir de façon collective ;

**CONSIDERANT** que les dispositions du présent arrêté, si elles s'avèrent insuffisantes pour certaines espèces sur certains secteurs, peuvent être complétées par des mesures supplémentaires prévues par le code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté préfectoral a fait l'objet d'observations lors de la participation du public ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;



**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OUVERTURE ET FERMETURE GENERALE**

La période d'ouverture générale de la chasse à tir et de la chasse au vol est fixée pour le département du Calvados :

**du 20 septembre 2020 à 9 heures, au 28 février 2021 à 17 heures.**  
pour les espèces chassables suivantes :

<b>Oiseaux</b>	Colin de Virginie, Corbeau freux, Corneille noire, Étourneau sansonnet, Geai des chênes, Perdrix rouge, Pie bavarde, Faisan vénéré
<b>Mammifères</b>	Blaireau, Belette, Chien viverrin, Fouine, Hermine, Lapin de Garenne, Martre, Putois, Ragondin, Rat musqué, Raton laveur, Renard, Vison d'Amérique

**ARTICLE 2 - GIBIER SEDENTAIRE ET MIGRATEUR**

Les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

<b>CHASSE A TIR ET AU VOL (Gibier sédentaire et migrateur)</b>				
<b>ESPECES DE GIBIER</b>	<b>DATES D'OUVERTURE</b>	<b>DATES DE CLOTURE</b>	<b>CONDITIONS SPECIFIQUES DE CHASSE</b>	
<b>CERF ELAPHE, CERF SIKA</b>	20 septembre 2020	28 février 2021	Ces espèces sont soumises à plan de chasse obligatoire	
<b>BICHE</b>	15 novembre 2020	28 février 2021	Le tir du chevreuil est autorisé à l'arc ou avec des cartouches : - à balles - à grenaille sans plomb d'un diamètre compris entre 4,3 et 4,8 mm	
<b>CHEVREUIL, DAIM</b>	20 septembre 2020	28 février 2021	- à grenaille de plomb, d'un diamètre compris entre 3,5 et 4 mm, uniquement en dehors des zones humides	
<b>SANGLIER</b>	20 septembre 2020	31 mars 2021	Dans les conditions spécifiques et aux jours indiqués à l'article 5 du présent arrêté	
<b>LIEVRE</b>	<b>Avec bracelets de marquage obligatoires</b>	20 septembre 2020	15 novembre 2020	Dans les secteurs du Bessin et de la Plaine de Caen définis aux articles 6-1 et 6-3 du présent arrêté
	<b>Sans bracelets de marquage</b>	20 septembre 2020	11 octobre 2020	Dans les secteurs du Bocage Virois définis à l'article 6-2 du présent arrêté
	<b>Sans bracelets de marquage</b>	20 septembre 2020	21 septembre 2020	Dans les secteurs du Pays d'Auge définis à l'article 6-3 du présent arrêté

<b>BECASSE DES BOIS</b>	20 septembre 2020	20 février 2021	Sur tout le département
<b>FAISAN COMMUN coq</b>	20 septembre 2020	31 janvier 2021	Sur tout le département
			En contrat de prélèvement obligatoire dans les communes définies à l'article 7-1
<b>FAISAN COMMUN poule</b>	<b>TIR INTERDIT</b>		<b>Sur tout le département</b>

<b>PERDRIX GRISE</b>	<b>Sans bracelets de marquage</b>	20, 27 septembre et 4, 11 octobre 2020		<b>En zone de plaine</b> définie à l'article 8-1 du présent arrêté
		20 septembre 2020	15 novembre 2020	<b>Hors zone de plaine</b> définie à l'article 8-1 du présent arrêté
	<b>Avec bracelets de marquage volontaires</b>	20 septembre 2020	15 novembre 2020	<b>En zone de plaine</b> définie à l'article 8-1 du présent arrêté
		20 septembre 2020	15 novembre 2020	Dans les communes définies à l'article 8-2 du présent arrêté
<b>PIGEON RAMIER</b>		20 septembre 2020	20 février 2021	La chasse du pigeon ramier est autorisée du 11 au 20 février 2021 uniquement à poste fixe matérialisé de main d'homme
<b>CHASSE SOUS TERRE</b>				
<b>BLAIREAU</b>	20 septembre 2020	Date d'ouverture générale de la chasse 2021-2022	Fermeture entre le 15 janvier et le 15 mai 2021	
<b>RENARD</b>	20 septembre 2020	15 janvier 2021		
<b>RAT MUSQUE ET RAGONDIN</b>	20 septembre 2020	15 janvier 2021		

### **ARTICLE 3 - CHASSE ANTICIPEE DU CERF ELAPHE, DU CHEVREUIL, DU DAIM ET DU SANGLIER**

#### **3-1 - DATES D'OUVERTURE DE LA CHASSE ANTICIPEE:**

Les dates d'ouverture de la chasse anticipée au chevreuil, au daim et au sanglier, et les conditions spécifiques de son exercice, sont les suivantes :

<b>ESPÈCES DE GIBIER</b>	<b>PÉRIODE D'OUVERTURE</b>	<b>CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE</b>
<b>CERF ELAPHE mâle</b>	1 <sup>er</sup> septembre 2020	Avant la date d'ouverture générale de la chasse, le chevreuil ne peut être chassé qu'à l'approche ou à l'affût par les détenteurs d'une autorisation

<b>CHEVREUIL, DAIM</b>	1er juin 2020 à la date d'ouverture générale de la chasse	<p>préfecturale individuelle (tir sélectif)</p> <p>Le tir du chevreuil est autorisé uniquement au tir à l'arc ou avec des cartouches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à balles</li> <li>- à grenaille sans plomb d'un diamètre compris entre 4,3 et 4,8 mm</li> <li>- <b>à grenaille de plomb, d'un diamètre compris entre 3,5 et 4 mm, uniquement en dehors des zones humides.</b></li> </ul> <p>Le tir du daim est autorisé uniquement avec des cartouches à balle.</p>
	<b>SANGLIER</b>	<p>1er juin 2020 à la date d'ouverture générale de la chasse</p> <p>1er juin 2020 au 14 août 2020</p> <p>15 août 2020 à la date d'ouverture générale de la chasse</p>

La chasse anticipée à l'approche ou à l'affût des cerfs élaphe, daims et chevreuils est soumise à plan de chasse « grand gibier » obligatoire. Les plans de chasse sont attribués aux détenteurs par le président de la fédération départementale des chasseurs du Calvados.

Tout animal tué en exécution du présent arrêté de chasse doit être muni, sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, du dispositif de marquage à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel. Si l'animal est partagé, chaque morceau doit être accompagné d'une attestation établie par le bénéficiaire du plan sous sa responsabilité, sauf par les titulaires d'un permis de chasser valide pendant la période où la chasse est ouverte en application de l'article R. 425-11 du code de l'environnement.

Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation conformément à l'article R. 425-11 du code de l'environnement.

### **3-2 - CONDITIONS SPECIFIQUES DE LA CHASSE ANTICIPEE DU SANGLIER :**

#### **3-2.1 - Du 1<sup>er</sup> juin au 19 septembre 2020 inclus - Chasse à l'approche ou à l'affût :**

La chasse à l'approche ou à l'affût est possible à partir du 1er juin 2020 jusqu'à la date d'ouverture générale de la chasse sur l'ensemble du département sur autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM).

La demande d'autorisation doit être préférentiellement être sollicitée par voie dématérialisée à :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/demande-chasse-anticipee-sanglier-affut-approche>

ou à partir de l'imprimé spécifique défini en annexe 1 et envoyé préférentiellement par voie électronique à :

[ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

ou par voie postale en un exemplaire à la DDTM avec enveloppe timbrée pour le retour (\*)

**Un compte rendu** de résultat doit obligatoirement être transmis à la DDTM par le demandeur :

- avant le 15 septembre 2020 pour les autorisations délivrées jusqu'au 14 août 2020 ;
- avant le 15 octobre 2020 pour les autorisations délivrées du 15 août 2020 jusqu'à la date d'ouverture générale de la chasse.

préférentiellement par voie dématérialisée à :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/bilan-chasse-anticipee-sanglier-2020>

Ou par voie électronique à : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

ou par voie postale en un exemplaire à la DDTM.

### **3-2.2 - Du 1<sup>er</sup> juin au 14 août 2020 - chasse en battue :**

La chasse en battue est possible y compris dans les parcelles en culture sur autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer, et sous le contrôle d'un lieutenant de louveterie nommé désigné par le DDTM. Le jour, la commune et le lieu-dit de l'intervention doivent être indiqués avec précision sur l'imprimé de demande.

**La demande d'autorisation** doit être présentée sur l'imprimé spécifique défini en annexe 2 et envoyée par voie électronique à : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

ou par voie postale en un exemplaire à la DDTM avec enveloppe timbrée pour le retour (\*)

**Un compte rendu** de résultat doit obligatoirement être transmis à la DDTM avant le 15 septembre 2020 par le demandeur :

par voie électronique à : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

ou par voie postale en un exemplaire à la DDTM.

### **3-2.3 - Du 15 août 2020 au 19 septembre 2020 - chasse en battue :**

La chasse en battue est possible sous réserve d'une déclaration préalable à partir de l'imprimé défini en annexe 3 transmise à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) au moins 24 heures avant le jour de la battue par courriel : ([sd14@ofb.gouv.fr](mailto:sd14@ofb.gouv.fr)). (\*)

• Le résultat doit obligatoirement être transmis à l'OFB par le demandeur dans un délai maximal de 8 jours suivant la battue.

### **3-2-4 - Règles spécifiques pour les battues :**

- Détenir l'autorisation préfectorale ou la déclaration en utilisant l'imprimé spécifique ;
- Avec un minimum de 10 fusils.

### **3-2-5 - Dispositions communes :**

Les participants doivent être détenteurs de droits de chasse y compris sur les terrains agricoles et être munis d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours.

(\*) Les imprimés sont disponibles auprès du siège de la fédération départementale des chasseurs du Calvados, de l'Office Français de la Biodiversité et de la direction départementale des territoires et de la mer ainsi que sur le site internet départemental de l'État : via le cheminement qui suit : Accueil - Politiques publiques - Environnement, risques naturels et technologiques - Chasse et faune sauvage - Campagne de chasse 2020-2021 pour le Calvados -

### **3-3 - CHASSE DU RENARD**

En application des dispositions de l'article R. 424-8 du code de l'environnement, toute personne autorisée à chasser le chevreuil ou le sanglier avant l'ouverture générale peut également chasser le renard dans les conditions spécifiques définies à l'article 3-2 du présent arrêté (compte-rendu, etc.).

#### **ARTICLE 4 - CERVIDES**

La chasse des cervidés (cerfs élaphe, chevreuil et daim) est soumise à plan de chasse obligatoire, attribué au détenteur du droit de chasse par le président de la FDC 14. Les catégories d'attribution utilisées dans les plans de chasse individuels désignent :

- Chevreuil : tous les animaux sans distinction d'âge
- Cerf et Biche : tous les animaux sans distinction d'âge
- Jeune Cerf et Biche : les animaux de moins d'un an d'un poids d'environ 50 kg

En application des dispositions de l'article R.425-11 du code de l'environnement, tout animal tué en exécution du plan de chasse doit être muni, sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, du dispositif de marquage à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel.

Si l'animal est partagé, les morceaux ne peuvent être transportés qu'accompagnés chacun d'une attestation établie par le bénéficiaire du plan sous sa responsabilité, sauf par les titulaires d'un permis de chasser valide pour la saison en cours.

Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation conformément à l'article R. 425-11 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 - SANGLIER**

En application du SDGC 2020-2026, un plan de gestion cynégétique "sanglier" est institué sur l'ensemble du département selon les modalités de gestion suivantes :

##### **5-1- CONDITIONS GENERALES :**

##### **5-1.1- Hors contrat de prélèvement :**

**La chasse du sanglier est autorisée uniquement les lundi, mardi, mercredi, vendredi, samedi et dimanche** pendant la période d'ouverture fixée dans l'article 2 excepté dans les cantons de VIRE, CONDE SUR NOIREAU, BAYEUX, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CAEN, IFS, HEROUVILLE SAINT CLAIR, COURSEULLES SUR MER et de OUISTREHAM.

**Marquage des animaux du 20 septembre 2020 au 28 février 2021 :** chaque animal abattu est, avant tout transport sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage fermé, à la diligence et sous la responsabilité du chasseur. Le coût des bracelets de marquage "Redevance Dégâts Sangliers" pour la campagne de chasse 2020/2021 est fixé par le conseil d'administration de la fédération départementale des chasseurs du Calvados (FDC 14).

Des bilans des dispositifs de marquage "redevance Dégâts Sangliers" distribués par la FDC 14 sont effectués par la FDC 14 et adressés à la DDTM avant l'ouverture générale fixée le 20 septembre 2020, le 15 décembre 2020 au plus tard et le 15 mars 2021 au plus tard.

##### **5-1.2 - Contrat de prélèvement avec la Fédération Départementale des Chasseurs du Calvados :**

**La chasse du sanglier est autorisée uniquement les lundi, mardi, mercredi, jeudi, samedi et dimanche** pendant la période d'ouverture fixée dans l'article 2 excepté dans les cantons de VIRE, CONDE SUR NOIREAU, BRETTEVILLE L' ORGUEILLEUSE, CAEN, IFS, HEROUVILLE SAINT CLAIR, COURSEULLES SUR MER et de OUISTREHAM.

Le prélèvement est fixé pour la campagne de chasse 2020/2021 dans le cadre du contrat de prélèvement annuel avec la FDC 14 sous réserve de respecter les règles suivantes :

- Disposer d'un territoire d'une surface de 50 hectares minimum; d'un seul tenant ;
- Déposer une demande auprès de la FDC14 avant le 15 août 2020.

Le président de la FDC 14 récapitule les demandes et attribue à chaque demandeur le nombre d'animaux à prélever sur son territoire. Ce nombre pourra être réévalué en cours de saison selon les nouvelles estimations d'effectifs de sanglier. Il transmet au préfet, avant le 15 septembre 2020, un tableau récapitulatif des attributions par demandeur.

Chaque animal abattu est, préalablement à tout transport et sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage fermé et daté du jour de la capture, à la diligence et sous la responsabilité du contractant. Le coût des bracelets de marquage pour la campagne de chasse 2020/2021 est fixé par le conseil d'administration de la FDC 14.

## **5-2 - MESURES DE GESTION ADAPTEES :**

Dans les territoires définis ci-dessous, la mesure S1-1 - "Adapter la pression cynégétique en mettant en oeuvre des mesures de gestion adaptées" et le moyen "Proposition de modalités de gestion à la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage" du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique est mise en oeuvre.

L'intensité des dégâts agricoles occasionnés par les sangliers dans certains secteurs du Calvados, le montant des indemnités versées aux agriculteurs concernés par la FDC 14 depuis les trois dernières saisons cynégétiques, et l'augmentation des surfaces de cultures (blé, maïs fourrage et maïs grain) et de prairies détruites en 2019 nécessitent la définition d'un plan d'action à mettre en oeuvre dans les territoires définis ci-après, au cours de la saison cynégétique 2020-2021, afin de réduire la population de sangliers et de rétablir l'équilibre agro-cynégétique.

### **5-2.1 - Plan d'actions sanglier 2020-2021:**

#### **5-2.1.1 - Etat des lieux, secteurs concernés :**

Les secteurs concernés par le plan d'actions sanglier 2020-2021 sont les secteurs où le montant versé, par la FDC 14, aux agriculteurs pour indemniser les dégâts occasionnés par les sangliers en 2019 a été supérieur ou égal à 20 000 euros et en augmentation par rapport à l'année 2018 :

. **Unité de gestion cynégétique n° 5 "BLANGY LE CHATEAU" :** communes de LES AUTHIEUX SUR CALONNE, BLANGY LE CHATEAU, BONNEVILLE LA LOUVET, LE BREUIL EN AUGÉ, LE BREVEDENT, COQUAINVILLIERS, LE FAULQ, FIERVILLE LES PARCS, MANERBE, MANNEVILLE LA PIPARD, LE MESNIL SUR BLANGY, NOROLLES, SAINT ANDRE D'HEBERTOT, SAINT PHILBERT DES CHAMPS et LE TORQUESNE,

. **Unité de gestion cynégétique n° 15 "DOZULE" :** communes de BASSENEVILLE et de GOUSTRANVILLE,

. **Unité de gestion cynégétique n° 19 "HONFLEUR" :** communes d'ABLON, BARNEVILLE LA BERTRAN, CRICQUEBOEUF, EQUEMAUVILLE, FOURNEVILLE, GENNEVILLE, GONNEVILLE SUR HONFLEUR,

HONFLEUR, PENNEPIE, QUETTEVILLE, LA RIVIERE SAINT SAUVEUR, SAINT GATIEN DES BOIS et LE THEIL EN AUGÉ,

. **Unité de gestion cynégétique n° 21 "LISIEUX EST" :** communes de BEUVILLERS, CORDEBUGLE, COURTONNE LA MEURDRAC, FAUGUERNON, FIRFOL, FUMICHON, GLOS, HERMIVAL LES VAUX, L'HOTELLERIE, MAROLLES, LE MESNIL GUILLAUME, MOYAUX, OUILLY DU HOULEY, OUILLY LE VICOMTE, LE PIN et ROCQUES,

. **Unité de gestion cynégétique n° 24 "MEZIDON CANON" :** communes de CASTILLON EN AUGÉ, MERY BISSIERES EN AUGÉ, MEZIDON VALLEE D'AUGÉ, NOTRE DAME DE LIVAYE et BELLE VIE EN AUGÉ.

. **Unité de gestion cynégétique n° 30 "SAINT SEVER CALVADOS" :** commune de NOUES DE SIENNE,

. **Unité de gestion cynégétique n° 49 "LISIEUX OUEST"** : communes de LISIEUX, PRETREVILLE, SAINT DESIR, SAINT JEAN DE LIVET, SAINT MARTIN DE LA LIEUE et SAINT PIERRE DES IFS.

**5-2.1.3 - Mise en oeuvre, suivi :**

Le plan d'actions sanglier 2020-2021 du plan de gestion cynégétique "Sanglier" est mis en oeuvre dès la publication du présent arrêté et tout au long de la saison cynégétique 2020-2021 dans les secteurs définis à l'article 5-2.1.1 comme suit :

<b>Plan d'actions sanglier 2020-2021</b>	
<b>Secteurs (article 5-2.1.1)</b>	<b>Actions</b>
<b>UG n° 5, 15, 21, 24 et 49</b>	<p><b>Action n° 1</b> : Réunir les détenteurs de droit de chasse concernés aux réunions "Plan d'actions sanglier 2020-2021" pendant l'une ou plusieurs des périodes clés suivantes de la saison cynégétique en fonction de la problématique des différents secteurs afin de faire le point de la situation sur les dégâts agricoles, la pression de chasse effectuée dans chaque territoire, le niveau des prélèvements de sangliers et de définir les actions à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. entre le 15 août 2020 et le 20 septembre 2020,</li> <li>. entre le 1er et le 15 décembre 2020,</li> <li>. entre le 15 et le 31 janvier 2021</li> </ul>
<b>UG n° 19</b>	<p><b>Action n° 1</b> : Réunir les détenteurs de droit de chasse concernés aux réunions "Plan d'actions sanglier 2020-2021" pendant l'une ou plusieurs des périodes clés suivantes de la saison cynégétique en fonction de la problématique des différents secteurs afin de faire le point de la situation sur les dégâts agricoles, la pression de chasse effectuée dans chaque territoire, le niveau des prélèvements de sangliers et de définir les actions à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. entre le 15 août 2020 et le 20 septembre 2020,</li> <li>. entre le 1er et le 15 décembre 2020,</li> <li>. entre le 15 et le 31 janvier 2021</li> </ul> <p><b>Action n° 2</b> : Proposer au préfet, ou à son représentant, et au président de la FDC 14, ou à son représentant, l'annulation de la convention d'agrainage dissuasif du sanglier pour la saison cynégétique 2020-2021 pour tout détenteur de droit de chasse bénéficiant d'une telle convention en cas d'absence non justifiée à une réunion "Plans d'actions sanglier 2020-2021", pour le nonrespect d'une ou plusieurs conditions de la convention d'agrainage dissuasif du sanglier et pour le non respect d'une ou plusieurs actions mise(s) en oeuvre dans le cadre du "Plans d'actions sanglier 2020-2021"</p>
<b>UG n° 30</b>	<p><b>Action n° 1</b> : Réunir les détenteurs de droit de chasse concernés aux réunions "Plan d'actions sanglier 2020-2021" pendant l'une ou plusieurs des périodes clés suivantes de la saison cynégétique en fonction de la problématique des différents secteurs afin de faire le point de la situation sur les dégâts agricoles, la pression de chasse effectuée dans chaque territoire, le niveau des prélèvements de sangliers et de définir les actions à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. entre le 15 août 2020 et le 20 septembre 2020,</li> <li>. entre le 1er et le 15 décembre 2020,</li> <li>. entre le 15 et le 31 janvier 2021</li> </ul> <p><b>Action n° 2</b> : Fixer un prélèvement minimal de sanglier à effectuer au cours de la saison de chasse 2020-2021 ou pour le reste de la saison de chasse 2020-2021 au détenteur du droit de chasse, pour les territoires d'une surface boisée et/ou en friche d'un seul tenant d'une surface minimale de 10 hectares</p>

Un comité de suivi est mis en place dans chacun des 7 secteurs définis à l'article 5-2.2.1 mettre en oeuvre le plan d'actions défini.

9/22

Le comité de suivi est présidé par le président de la FDC 14, ou son représentant.

Les membres du comité de suivi sont :

- . Le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ou son représentant,
- . Le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité ou son représentant,
- . Le représentant départemental des lieutenants de louveterie ou le lieutenant de louveterie du secteur concerné,
- . Le président de la chambre d'agriculture du Calvados concerné ou son représentant,
- . Le maire des communes concernées ou son représentant,
- . Les membres de la FDC 14 désignés par son président.

La convocation des détenteurs de droit de chasse, l'organisation et l'animation du comité de suivi sont assurées par la FDC 14. Un compte-rendu de chaque réunion du comité de suivi est effectué par la FDC et diffusé par ses soins aux détenteurs du droit de chasse.

La liste des détenteurs de droit de chasse invités aux réunions du comité de suivi est définie conjointement par la FDC 14 et la DDTM 14.

Le comité de suivi propose au préfet et au président de la FDC 14 les actions complémentaires à celles fixées dans le tableau du présent article qu'il convient de mettre en oeuvre en cours de saison cynégétique et qui sont soit arrêtées par le préfet, soit notifiées par le président de la FDC14, soit décidées conjointement par le préfet et le président de la FDC14.

L'annulation de la convention d'agrainage dissuasif du sanglier est signée conjointement par le président de la FDC 14, ou son représentant, et le préfet, ou son représentant, et notifiée au détenteur du droit de chasse par la FDC 14.

Le prélèvement minimal de sanglier à effectuer au cours de la saison de chasse 2020-2021 ou pour le reste de la saison de chasse 2020-2021, pour les territoires de chasse d'une surface boisée et/ou en friche d'un seul tenant d'une surface minimale de 10 hectares, est fixé par arrêté préfectoral au détenteur du droit de chasse et notifié à l'intéressé par la DDTM.

Chaque comité de suivi est réuni après la fermeture générale de la chasse pour faire un bilan des actions mises en oeuvre et des résultats. Un bilan global du plan d'actions sanglier 2020-2021 est présenté à la Commission Départementale de la Chasse et de la faune Sauvage (CDCFS) par la FDC 14.

### **5-3 - CHASSE AU SANGLIER AU MOIS DE MARS 2021 :**

#### **5-3-1 - Chasse à l'approche ou à l'affût :**

Les détenteurs du droit de chasse munis d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours, peuvent chasser le sanglier à l'approche ou à l'affût du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2021 sur autorisation préfectorale individuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados (DDTM 14).

La demande d'autorisation doit être sollicitée préférentiellement par voie dématérialisée à : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/demande-autorisation-chasse-sanglier-mars>

ou à partir de l'imprimé spécifique défini en annexe et envoyé préférentiellement par voie électronique à : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

ou par voie postale en un exemplaire à l'adresse suivante : direction départementale des territoires et de la mer du Calvados, Service Eau et Biodiversité, 10 boulevard général Vanier, CS 75224, 14052 CAEN Cedex 4



Un compte rendu de résultat doit obligatoirement être transmis à la DDTM 14 par le demandeur au plus tard le 15 avril 2021 en privilégiant la procédure dématérialisée à partir du lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/bilan-chasse-sanglier-affut-approche-mars>

Ou par voie électronique à : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)

L'absence de compte-rendu, y compris lorsque la chasse ainsi autorisée n'a pas donné lieu à prélèvement, peut justifier le refus d'une nouvelle demande d'autorisation pour une prochaine saison cynégétique.

#### **5-3-2 - Chasse en battue :**

Les détenteurs du droit de chasse munis d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours, peuvent chasser le sanglier en battue du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2021 sous réserve d'une déclaration préalable, à partir de l'imprimé défini en annexe, transmise à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) au moins 24 heures avant le jour de la battue par courriel ([sd14@ofb.gouv.fr](mailto:sd14@ofb.gouv.fr)) ou par fax (02.31.63.16.86). Ce délai peut-être réduit après accord de l'OFB.

Un compte-rendu de résultat doit obligatoirement être transmis à l'OFB par le demandeur dans un délai maximal de 8 jours suivant la battue.

#### **Règles spécifiques pour les battues :**

- Détenir l'autorisation préfectorale ou la déclaration en utilisant l'imprimé spécifique ;
- Avec un minimum de 10 fusils

#### **5-4-3- Marquage des animaux :**

Pour les territoires hors contrat de prélèvement :

Chaque animal abattu est, avant tout transport sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage fermé, à la diligence et sous la responsabilité du chasseur, le coût des bracelets de marquage "Redevance Dégâts Sangliers" pour la campagne de chasse 2020/2021 est fixé par le conseil d'administration de la fédération départementale des chasseurs du Calvados (FDC 14).

Pour les territoires en contrat de prélèvement :

Chaque animal abattu est, avant tout transport sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage fermé, à la diligence et sous la responsabilité du contractant, le coût des bracelets de marquage "Redevance Dégâts Sangliers" pour la campagne de chasse 2020/2021 est fixé par le conseil d'administration de la FDC 14.

#### **5-4 - AGRAINAGE DISSUASIF DU SANGLIER :**

Les conditions générales d'agrainage dissuasif du sanglier sont fixées par le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique en vigueur.

#### **ARTICLE 6 - LIEVRE**

En application du SDGC 2020-2026, un plan de gestion "lièvre" est institué. Les possibilités de tir du lièvre sont les suivantes :

#### **6-1 - Du 20 septembre 2020 au 15 novembre 2020, PLAN DE GESTION OBLIGATOIRE dans les cantons suivants :**

LES MONTS D'AUNAY, BAYEUX, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CAEN (tous les cantons), COURSEULLES SUR MER, EVRECY, FALAISE, IFS, HEROUVILLE SAINT CLAIR, OUISTREHAM, TREVIERES, et de TROARN.

Canton de CABOURG, dans les communes suivantes : AMFREVILLE, BAVENT, BREVILLE LES MONTS, CABOURG, GONNEVILLE EN AUGÉ, HEROUVILLETTE, MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE, PETITVILLE, RANVILLE, SALLENELLES, et de VARAVILLE.

Canton de MEZIDON CANON, dans les communes suivantes : BELLE VIE EN AUGÉ, CASTILLON EN AUGÉ, CONDE SUR IFS, MERY-BISSIERES EN AUGÉ, MEZIDON VALLEE D'AUGÉ, NOTRE DAME DE LIVAYE et de CAMBREMER.

Canton de LIVAROT, dans les communes de : VENDEUVRE, SAINT PIERRE EN AUGE.

Canton de THURY HARCOURT, dans les communes suivantes : BARBERY, LE BO, BOULON, BRETTEVILLE LE RABET, BRETTEVILLE SUR LAIZE, LE BU SUR ROUVRES, CAUMONT SUR ORNE, CAUVICOURT, CESNY LES SOURCES, CINTHEAUX, COMBRAY, COSSESSEVILLE, CROISILLES, DONNAY, ESPINS, ESSON, ESTREES LA CAMPAGNE, FRESNEY LE PUCEUX, FRESNEY LE VIEUX, GOUVIX, GRAINVILLE LANGANNERIE, GRIMBOSQ, MARTAINVILLE, MESLAY, MONTILLIERES SUR ORNE, MOULINES, LES MOUTIERS EN CINGLAIS, MUTRECY, OUFFIERES, , LA POMMERAYE, SAINT GERMAIN LE VASSON, SAINT LAURENT DE CONDEL, SAINT OMER, SAINT REMY, SAINT SYLVAIN, SOIGNOLLES, URVILLE, LE VEY et de LE HOM.

**6-2 - Du 20 septembre 2020 au 11 octobre 2020, PLAN DE GESTION OBLIGATOIRE dans les cantons suivants :**

- CONDE EN NORMANDIE,
- THURY HARCOURT dans les communes suivantes : CAUVILLE, CLECY, CULEY LE PATRY et de SAINT LAMBERT,
- VIRE NORMANDIE.

**6-3 - Dans les cantons et les communes de la région du Pays d'Auge non précités :**

- La chasse est ouverte les 20 et 21 septembre 2020.
- Les détenteurs de droit de chasse disposant d'une surface d'un seul tenant de 50 hectares minimum, ou d'une superficie inférieure incluse ou limitrophe d'un territoire soumis à plan de chasse, peuvent demander le bénéfice d'un plan de gestion volontaire leur ouvrant alors le droit de chasser du 20 septembre au 15 novembre 2020.

La cartographie des territoires soumis à plan de chasse figure en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 7 - FAISAN COMMUN**

Un plan de gestion cynégétique "faisan" est institué sur l'ensemble du département selon les modalités de gestion suivantes :

Le tir du coq est autorisé sur tout le département du 20 septembre 2020 au 31 janvier 2021.

Le tir de la poule est interdit en tout temps sur l'ensemble du territoire.

**7-1 - Communes concernées par un contrat de prélèvement annuel obligatoire :**

Canton d'AUNAY SUR ODON dans les communes suivantes : AMAYE SUR SEULLES, AURSEULLES, BONNEMAISON, CAHAGNES, CAUMONT SUR AURE, COURVAUDON, EPINAY SUR ODON, HOTTOT LES BAGUES, LANDES SUR AJON, LE MESNIL AU GRAIN, LINGEVRES, LES LOGES, LONGVILLERS, MAISONCELLES PELVEY, MAISONCELLES SUR AJONC, MALHERBE SUR AJON, MONTS EN BESSIN, PARFOURU SUR ODON, SAINT LOUET SUR SEULLES, TRACY BOCAGE, VAL D'ARRY, VAL DE DROME, VILLY BOCAGE et de VILLERS BOCAGE.

Canton de BAYEUX dans les communes de : CAMPIGNY, CHOUAIN, CONDE SUR SEULLES, ESQUAY SUR SEULLES, JUAYE MONDAYE, LE MANOIR, LONGUES SUR MER, MAGNY EN BESSIN, MANVIEUX, NONANT, RYES SAINT MARTIN DES ENTREES, SAINT VIGOR LE GRAND, SOMMERVIEU, TRACY SUR MER, VAUX SUR AURE, VAUX SUR SEULLES et de VIENNE EN BESSIN.

Canton de BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE dans les communes de BUCEELS, MOULINS EN BESSIN, SAINT VAAST SUR SEULLES, TESSEL et de VENDES.

Canton de CAEN 5 dans la commune de : SAINT ANDRE SUR ORNE.

Canton de IFS dans la commune de IFS.

Canton de COURSEULLES SUR MER dans les communes de : ARROMANCHES LES BAINS, ASNELLES, BAZENVILLE, CREPON, MEUVAINES et de SAINT COME DE FRESNE.

Canton d'EVRECY dans les communes de : AMAYE SUR ORNE, BARON SUR ODON, BOUGY, EVRECY, FEUGUEROLLES BULLY, GAVRUS, GRAINVILLE SUR ODON, LA CAINE, MAIZET,

12/22

MONDRAINVILLE, MONTIGNY, PREAUX BOCAGE, SAINTE HONORINE DU FAY, SAINT MARTIN DE FONTENAY et de VACOGNES NEUILLY.

Canton de FALAISE : BONS TASSILLY, ERNES, FONTAINE LE PIN, LEFFARD, OUILLY LE TESSON, POTIGNY, SASSY, SOULANGY, SOUMONT SAINT QUENTIN, USSY et de VILLERS CANIVET.

Canton de LIVAROT dans la commune de : VENDEUVRE.

Canton de MEZIDON CANON dans la commune de CONDE SUR IFS.

Canton de OUISTREHAM dans les communes de : BENOUVILLE, COLLEVILLE MONTGOMERY, OUISTREHAM, PERIERS SUR LE DAN et de SAINT AUBIN D'ARQUENAY.

Canton de THURY HARCOURT dans les communes de MONTILLIERES SUR ORNE et de OUFFIERES.

Canton de TREVIERES dans les communes de : BALLEROY SUR DROME, BLAY, CAHAGNOLLES, CASTILLON, CORMOLAIN, FOULOGNES, LE BREUIL EN BESSIN, LE MOLAY LITTRY, PLANQUERY, RUBERCY, SAINTE HONORINE DE DUCY, SAINT MARTIN DE BLAGNY, SAINT PAUL DU VERNAY, SALLEN, SAON, SAONNET et de TRUNGY.

Les prélèvements réalisés dans le cadre d'un contrat de prélèvement annuel avec la fédération départementale des chasseurs du Calvados (FDCC) doivent respecter les règles suivantes :

- une demande doit être déposée auprès de la FDCC avant le 1er juin 2020,
- le président de la FDCC enregistre les demandes et attribue à chaque demandeur le nombre d'oiseaux à prélever sur son territoire. Il transmet au préfet, avant le 15 septembre 2020, un tableau récapitulatif des attributions par demandeur,
- chaque oiseau abattu est, préalablement à tout transport et sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage (fourni par la FDCC), à la diligence et sous la responsabilité du contractant.

#### **ARTICLE 8 - PERDRIX GRISE**

Un plan de gestion cynégétique "perdrix grise" est institué sur l'ensemble du département selon les modalités de gestion suivantes :

Les prélèvements réalisés dans le cadre d'un contrat de prélèvement annuel avec la Fédération Départementale des Chasseurs du Calvados (FDC14) doivent respecter les règles suivantes :

- Une demande doit être déposée auprès de la FDCC avant le 1<sup>er</sup> juin 2020,
- Le président de la FDCC enregistre les demandes et attribue à chaque demandeur le nombre d'oiseaux à prélever sur son territoire. Il transmet au préfet, avant le 20 septembre 2020, un tableau récapitulatif des attributions par demandeur,
- Chaque oiseau abattu est, préalablement à tout transport et sur les lieux mêmes de sa capture, muni du dispositif de marquage (fourni par la FDCC), à la diligence et sous la responsabilité du contractant.

#### **8-1 - Conditions spécifiques au territoire qualifié de "zone de plaine" :**

Le territoire de la "zone de plaine" est ainsi délimité par les cantons suivants (cartographie figurant en annexe du présent arrêté) :

BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CAEN (tous les cantons), IFS, COURSEULLES SUR MER, EVRECY, FALAISE, HEROUVILLE SAINT CLAIR, OUISTREHAM et de TROARN.

Canton d'AUNAY SUR ODON, dans les communes suivantes : BONNEMAISON, COURVAUDON, EPINAY SUR ODON, LE MESNIL AU GRAIN, LANDES SUR AJON, MAISONCELLES SUR AJON, PARFOURU SUR ODON, MALHERBE SUR AJON, et de VAL D'ARRY.

Canton de CABOURG, dans les communes suivantes : AMFREVILLE, HEROUVILLETTE et RANVILLE.

Canton de MEZIDON CANON, dans les communes suivantes : CONDE SUR IFS, MERY-BISSIERES EN AUGÉ, MEZIDON VALLEE D'AUGÉ.

Canton de LIVAROT, dans les communes suivantes : VENDEUVRE, SAINT PIERRE EN AUGE.

Canton de THURY HARCOURT, dans les communes suivantes : BARBERY, BOULON, BRETTEVILLE LE RABET, BRETTEVILLE SUR LAIZE, LE BU SUR ROUVRES, CAUVICOURT, CESNY LES SOURCES, CINTHEAUX, CROISILLES, ESPINS, ESTREES LA CAMPAGNE, FRESNEY LE PUCEUX, FRESNEY LE VIEUX,

GRAINVILLE LANGANNERIE, GRIMBOSQ, GOUVIX, MARTAINVILLE, MESLAY, MONTILLIERES SUR ORNE, MOULINES, LES MOUTIERS EN CINGLAIS, MUTRECY, OUFFIERES, SAINT GERMAIN LE VASSON, SAINT LAURENT DE CONDEL, SAINT SYLVAIN, SOIGNOLLES, URVILLE, et de LE HOM.

Sur ce territoire "zone de plaine" les prélèvements sont autorisés :

- les 20 et 27 septembre 2020, 4 et 11 octobre 2020 hors contrat de prélèvement,
- du 20 septembre 2020 au 15 novembre 2020, dans le cadre d'un contrat de prélèvement (tel que défini ci-dessus).

**8-2 - Territoire concerné par un contrat de prélèvement obligatoire :**

**Ouverture du 20 septembre 2020 au 15 novembre 2020**

Canton de CAEN (tous les cantons), HEROUVILLE SAINT CLAIR, IFS et OUISTREHAM.

Canton de COURSEULLES SUR MER, dans les communes suivantes : ANISY, BASLY, BERNIERES SUR MER, COURSEULLES SUR MER, CRESSERONS, DOUVRES LA DELIVRANDE, LANGRUNE SUR MER, LUC SUR MER, PLUMETOT, SAINT AUBIN SUR MER et de COLOMBY ANGUERNY.

Canton de BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, dans les communes suivantes : BENY SUR MER, CAIRON, LE FRESNE CAMILLY, FONTAINE HENRY, REVIERS, ROSEL, SAINT MANVIEU NORREY, THAON, PONT SUR SEULLES, MOULINS EN BESSIN, ROTS et de CREULLY SUR SEULLES.

Canton d'EVRECY, dans les communes suivantes : BOURGUEBUS, CASTINE EN PLAINE, FONTENAY LE MARMION, LE CASTELET, GRENTHEVILLE, MAY SUR ORNE, SAINT MARTIN DE FONTENAY, SOLIERS et de LAIZE CLINCHAMPS.

Canton de THURY HARCOURT, dans les communes suivantes : BRETTEVILLE SUR LAIZE, CAUVICOURT et de CINTHEAUX.

Canton de TROARN, dans les communes suivantes : BELLENGREVILLE, CAGNY, CESNY AUX VIGNES, CUVERVILLE, DEMOUVILLE, ESCOVILLE, FRENOUVILLE, QUEZY, TOUFFREVILLE, MOULT CHICHEBOVILLE, VALAMBRAY, et de SALINE.

Canton de CABOURG dans la commune d'HEROUVILLETTE.

En marge du plan de gestion préalablement défini, un contrat de prélèvement est rendu **obligatoire**, la chasse s'étalant sur la période du 20 septembre 2020 au 15 novembre 2020.

**8-3 - Sur les autres territoires du département :**

La chasse est ouverte du 20 septembre 2020 au 15 novembre 2020.

**ARTICLE 9 - BÉCASSE DES BOIS**

En application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 instaurant un prélèvement maximal autorisé par chasseur limitant le prélèvement à 30 oiseaux par saison avec obligation de tenue d'un carnet de prélèvement et marquage des oiseaux tués à l'aide des dispositifs prévus ou l'obligation de déclaration sur l'application « Chassadapt », le prélèvement est limité à 3 oiseaux par chasseur et par jour de chasse. En aucun cas un chasseur ne peut détenir plus de 3 bécasses sur lui.

**La chasse de la bécasse à la passée ou à la croule est interdite.**

**ARTICLE 10 - GIBIER D'EAU**

En application des dispositions du SDGC 2020-2026, il est mis en place un plan de gestion cynégétique du gibier d'eau dont les modalités sont les suivantes :

- Limitation des captures à 25 pièces (anatidés et anséridés confondus) par installation de chasse (gabions : poste fixe pour la chasse de nuit au gibier d'eau) et par tranche de 24 heures (de midi à midi),
- Présence obligatoire du carnet officiel de prélèvement dans l'installation,
- Marquage obligatoire des prélèvements effectués dans les 24 heures sur le carnet, avant 12H00 et au stylo à encre indélébile,
- La mention « Calvados » et le N° de l'installation doivent figurer sur le carnet de prélèvement.

**ARTICLE 11** - La chasse en temps de neige est interdite, à l'exception de :

- la chasse au grand gibier soumis au plan de chasse,
- la chasse au sanglier dans le cadre de la réalisation d'un contrat de prélèvement,
- la chasse au renard,
- la chasse au ragondin et au rat musqué sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés,
- la chasse au gibier d'eau :

a) en zone de chasse maritime,

b) sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé.

**ARTICLE 12** - La chasse du lapin de garenne peut être pratiquée à l'aide du furet sur l'ensemble du territoire du département du Calvados.

**ARTICLE 13** - L'arrêté préfectoral du 24 mai 2020 d'ouverture anticipée de la chasse au sanglier, chevreuil et daim est abrogé.

**ARTICLE 14** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen pendant un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans le même délai. Dans ce cas le délai prévu pour le recours au tribunal administratif court à compter de la date du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

**ARTICLE 15** - Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur départemental des territoires et de la mer, ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 31 JUL. 2020

*Philippe Guert*

**Annexes :**

- **Annexe 1** : demande d'autorisation préfectorale individuelle de chasse au sanglier à l'affût ou à l'approche en période d'ouverture anticipée

15/22

- **Annexe 2** : demande d'autorisation préfectorale individuelle de chasse en battue en période d'ouverture anticipée
- **Annexe 3** : déclaration de battue au sanglier en période d'ouverture anticipée
- **Annexe 4** : demande d'autorisation préfectorale individuelle de chasse au sanglier à l'affût ou à l'approche du 1<sup>er</sup> au 31 mars
- **Annexe 5** : déclaration de battue au sanglier du 1<sup>er</sup> au 31 mars
- **Annexe 6** : plan de gestion Lièvre
- **Annexe 7** : plan de gestion Perdrix grise, territoire qualifié de « zone de plaine »
- **Annexe 8** : plan de gestion faisan commun

**Annexe 1 :**



**DEMANDE D'AUTORISATION DE CHASSER LE SANGLIER A L'AFPUT OU A L'APPROCHE  
EN PERIODE D'OUVRETURE ANTICIPEE : DU 1<sup>er</sup> JUILLET A L'OUVRETURE GENERALE DE LA CHASSE**

**Demande à adresser à la DDTM par messagerie électronique à l'adresse suivante : [ddtm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr)  
ou par voie postale accompagnée d'une ENVELOPPE TIMBRÉE à votre adresse**

<b>Je soussigné :</b>		<b>Cadre réservé à l'administration</b>					
<b>Nom :</b> .....		<b>Autorisation préfectorale accordée n°</b> .....					
<b>Prénom :</b> .....		<b>Pour le préfet et par délégation</b>					
<b>Email :</b> .....							
<b>Tel :</b> .....							
<b>Domicile à, code postal :</b> .....							
<b>Commentaire :</b> .....							
<b>Détenteur du droit de chasse mural d'un permis de chasse, valide pour la campagne en cours, sollicite une autorisation de chasser le sanglier à l'afput ou à l'approche, uniquement de jour, sur :</b>		<b>Fait à CAEN, le</b>					
<b>Mon territoire de chasse d'une surface de .....</b>		<b>_____</b>					
<b>hectare(s) sur la(les) commune(s) de :</b>		<b>_____</b>					
<b>ou sur la territoire de mon plan de chasse grand gibier n° .....</b>							
<b>_____ hectare(s)</b>							
<p>- Je prends note que le tir à l'afput ou à l'approche est un mode de chasse individuel. Mon droit de chasse pourra être délégué aux chasseurs suivants par mes soins pour mettre en œuvre individuellement, sous ma responsabilité, le tir à l'afput ou à l'approche. Ces chasseurs doivent être porteurs à tout moment de l'autorisation préfectorale accordée, ou de sa photocopie, et doivent la présenter en cas de contrôle :</p>							
<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nombre de sangliers prélevés</b>	<b>Sexe</b>	<b>Poids</b>	<b>Nombre de renards prélevés</b>
<p>* Je m'engage à retourner le compte-rendu des prélèvements effectués y compris en l'absence de prélèvement au plus tard le 15 octobre de l'année de ma demande. L'absence de compte-rendu, justifiera un refus d'une nouvelle demande</p>							
<b>Fait à .....</b>				<b>Date :</b> .....			
<b>Signature du demandeur :</b>				<b>Signature du bénéficiaire</b>			

**DEMANDE D'AUTORISATION DE CHASSER LE SANGLIER EN BATTUE  
 EN PERIODE D'OUVERTURE ANTICIPÉE : DU 1<sup>ER</sup> JUIN AU 14 AOUT  
 SOUS LE CONTROLE D'UN LIEUTENANT DE LOUVETERIE**

**Demande à adresser à la DDTM de préférence par messagerie électronique à l'adresse suivante :  
 ddtm-chasse@calvados.gouv.fr  
 ou par voie postale accompagnée d'une ENVELOPPE TIMBRÉE à votre adresse**

<b>Je soussigné :</b>	
Nom : .....	Prénom : .....
Tél : .....	
E-mail : .....	
Agissant en qualité de <sup>(1)</sup> « propriétaire, détenteur du droit de chasse ou fermier » (doit posséder l'autorisation du détenteur du droit de chasse)	
Demande l'autorisation d'organiser une chasse en battue au sanglier sous le contrôle du <u>lieutenant de louveterie</u> <u>du secteur nommé par le Préfet du Calvados</u>	
le ..... à ..... heures, accompagné de ..... chasseurs (indiquer le nombre de chasseurs (minimum 10)), titulaires d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours	
sur mon territoire de chasse d'une surface de .....hectares, sur la(les) commune(s) de : .....	
ou sur le territoire de mon plan de chasse grand gibier n° ....., d'une surface de : .....hectares	
- Je m'engage à retourner le compte-rendu des prélèvements effectués au plus tard le 15 septembre de l'année de ma demande. L'absence de compte-rendu, y compris en l'absence de prélèvement, justifiera un refus d'une nouvelle demande	
Fait à ..... le .....	
Signature du demandeur :	

<sup>(1)</sup> Rayer la mention inutile

<b>Cadre réservé à l'administration</b>	
Autorisation préfectorale accordée n° .....	
Fait à CAEN, le .....	Pour le préfet et par délégation
<small>Le silence de l'administration pendant 2 mois vaut décision de rejet de la demande en vertu des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et le décret n° 2044273 du 30 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »</small>	

<b>COMPTE RENDU</b>			
à retourner <b>IMPERATIVEMENT</b> au plus tard le <b>15 septembre</b> de l'année de l'autorisation individuelle préfectorale à la DDTM par voie dématérialisée: <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/compte-rendu-chasse-anticipée-sanglier">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/compte-rendu-chasse-anticipée-sanglier</a> ou par message électronique à l'adresse : <a href="mailto:ddtm-chasse@calvados.gouv.fr">ddtm-chasse@calvados.gouv.fr</a> ou par courrier			
Nombre de sangliers prélevés	Sexe	Poids	Nombre de renards prélevés
Date : .....		Signature du bénéficiaire :	

**Annexe 3 :**

18/22





**DECLARATION DE BATTUE AU SANGLIER  
EN PERIODE D'OUVERTURE ANTICIPEE : DU 15 AOUT A L'OUVERTURE GENERALE**

A adresser 24 heures avant le jour de la battue<sup>(1)</sup> à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) par message électronique à l'adresse suivante : [sd14@ofb.gouv.fr](mailto:sd14@ofb.gouv.fr)

<b>Je soussigné :</b>	
<b>Nom :</b>	<b>Prénom :</b>
<b>Domicilié à, code postal :</b>	<b>Commune :</b>
<b>Tél :</b>	
<b>E-mail :</b>	
<b>Agissant en qualité de<sup>(2)</sup> « propriétaire, détenteur du droit de chasse ou fermier » (doit posséder l'autorisation du détenteur du droit de chasse)</b>	
<b>Déclare organiser une chasse en battue au sanglier :</b> le ..... heures, accompagné de ..... chasseurs <i>(Indiquer le nombre de chasseurs (minimum 10)), titulaires d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours</i> sur mon territoire de chasse d'une surface de .....hectares, sur la(les) commune(s) de : ..... lieu(x)-dit(s) : ..... ou sur le territoire de mon plan de chasse grand gibier n° ....., d'une surface de : .....hectares	
- Je m'engage à retourner un compte-rendu, y compris en l'absence de prélèvement, dans un délai de 8 jours maximum après la battue à l'OFB	
Fait à ....., le .....	
Signature du demandeur :	

(1) Peut être réduit après accord de l'OFB  
(2) Rayer la mention inutile

<b>COMPTE RENDU</b>				
à retourner IMPERATIVEMENT au plus tard 8 jours après la battue à l'Office Français de la Biodiversité (OFB): 16, route de Paris - Crévecoeur en Auge - 14340 MEZIDON VALLEE D'AUGE e-mail : <a href="mailto:sd14@ofb.gouv.fr">sd14@ofb.gouv.fr</a> - tél : 02.31.61.98.53				
Nombre de sangliers vus	Nombre de sangliers prélevés	Nombre de renards prélevés	Communes	OBSERVATIONS (sexe et poids pour les sangliers)
Date :			Signature :	

Annexe 4 :

**DEMANDE D'AUTORISATION DE CHASSER LE SANGLIER A L'AFUT OU A L'APPROCHE DU TER AU 31 MARS**  
Demande à adresser à la DDTM par message électronique à l'adresse suivante : [dttm-chasse@calvados.gouv.fr](mailto:dttm-chasse@calvados.gouv.fr)  
ou par voie postale accompagnée d'une ENVELOPPE TIMBRÉE à votre adresse

<b>Je soussigné :</b>	<b>Nom :</b> ..... <b>Prénom :</b> .....		<b>Autorisation préfectorale accordée n°</b>		<b>Cadre réservé à l'administration</b>		<b>Pour le préfète et par délégation</b>	
<b>E-mail :</b> .....	<b>Adresse postale :</b> .....							
<b>Télé :</b> .....	<b>Commune :</b> .....							
<b>Domicilié à, code postal :</b> .....	<b>Commune :</b> .....							
<b>Détenteur du droit de chasse muni d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours, sollicite une autorisation de chasser le sanglier à l'afut ou à l'approche, uniquement de jour, sur :</b>	<b>Part à CAËLE, la</b>							
<b>Mon territoire de chasse d'une surface de ..... hectare(s) sur la(les) commune(s) de :</b>								
<b>OU sur le territoire de mon plan de chasse grand gibier n° ..... d'une surface de ..... hectare(s)</b>								
<b>- Je prends note que le tir à l'afut ou à l'approche est un mode de chasse individuel. Mon droit de chasse pourra être délégué aux chasseurs suivants par mes soins pour mettre en œuvre individuellement, sous ma responsabilité, le tir à l'afut ou à l'approche. Ces chasseurs doivent être porteurs à tout moment de l'autorisation préfectorale accordée, ou de sa photocopie, et doivent la présenter en cas de contrôle</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nombre de sangliers prélevés</b>	<b>Sexe</b>	<b>Poids</b>	<b>Observations</b>
<b>- Je m'engage à retourner le compte-rendu des prélèvements effectués y compris en l'abandon de préférence au plus tard le 15 avril de l'année de ma demande. L'absence de compte-rendu, justifiera un refus d'une nouvelle demande</b>	<b>Signature du demandeur</b>				<b>Data :</b> .....			
	<b>Signature du demandeur</b>				<b>Signature du bénéficiaire :</b>			



**DECLARATION DE BATTUE AU SANGLIER DU 1ER AU 31 MARS**

A adresser 24 heures avant le jour de la battue<sup>(1)</sup> à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) par message électronique à l'adresse suivante : [sd14@ofb.gouv.fr](mailto:sd14@ofb.gouv.fr)

Je soussigné :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Domicilié à, code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

Agissant en qualité de<sup>(2)</sup> « propriétaire, détenteur du droit de chasse ou fermier »  
(doit posséder l'autorisation du détenteur du droit de chasse)

Déclare organiser une chasse en battue au sanglier :  
le \_\_\_\_\_ heures, accompagné de \_\_\_\_\_ chasseurs  
(Indiquer le nombre de chasseurs (minimum 10)), titulaires d'un permis de chasser, validé pour la campagne en cours

sur mon territoire de chasse d'une surface de \_\_\_\_\_ hectares,  
sur la(les) commune(s) de : \_\_\_\_\_

lieu(x)-dit(s) : \_\_\_\_\_

ou sur le territoire de mon plan de chasse grand gibier n° \_\_\_\_\_ d'une surface de : \_\_\_\_\_ hectares

- Je m'engage à retourner un compte-rendu, y compris en l'absence de prélèvement, dans un délai de 8 jours maximum après la battue à l'OFB

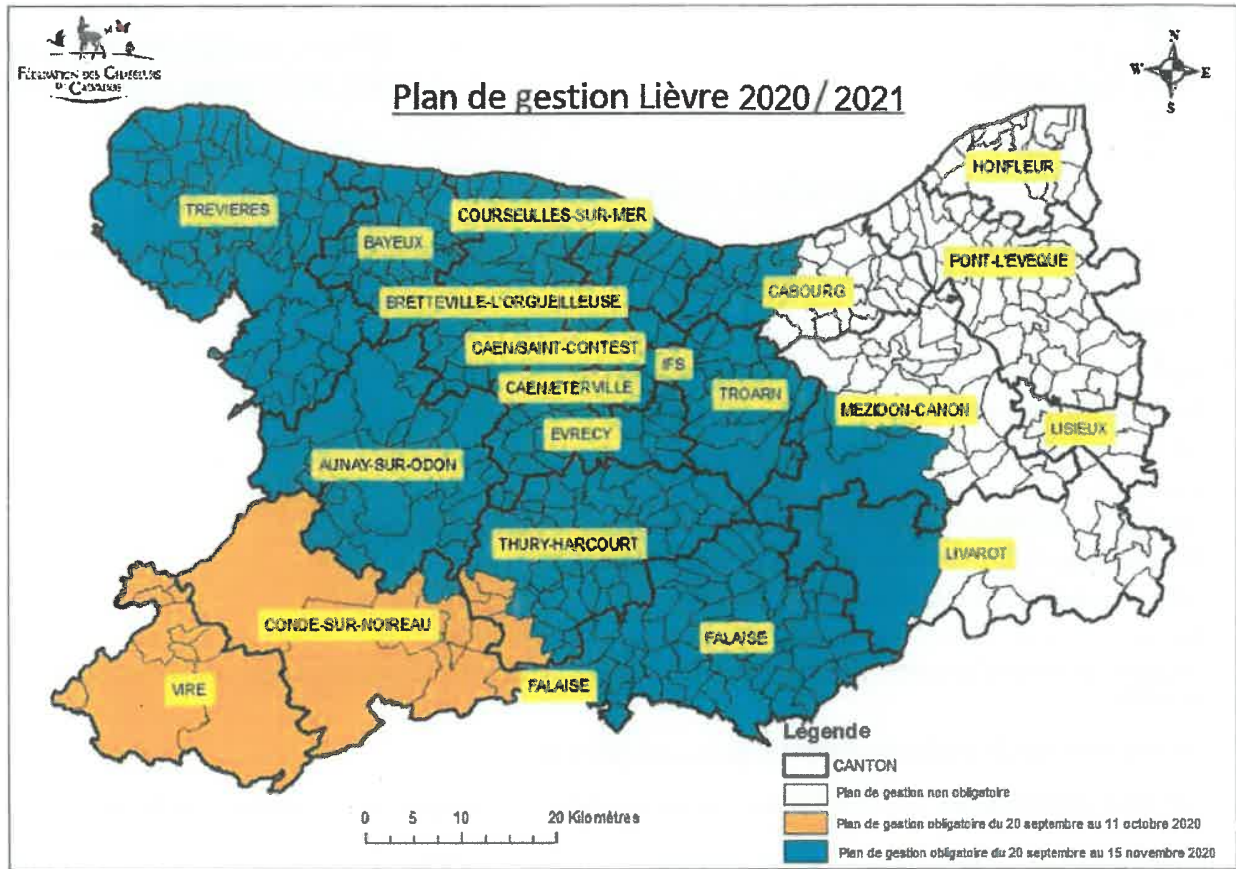
Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du demandeur : \_\_\_\_\_

(1) Peut être réduit après accord de l'OFB  
(2) Rayer la mention inutile

COMpte Rendu				
à retourner IMPERATIVEMENT au plus tard 8 jours après la battue à l'Office Français de la Biodiversité (OFB): 16, route de Paris - Crévecoeur en Auge - 14340 MEZIDON VALLEE D'AUGE e-mail : <a href="mailto:sd14@ofb.gouv.fr">sd14@ofb.gouv.fr</a> - tél : 02.31.61.98.53				
Nombre de sangliers vus	Nombre de sangliers prélevés	Sexe	Poids	Observations
Date :		Signature :		

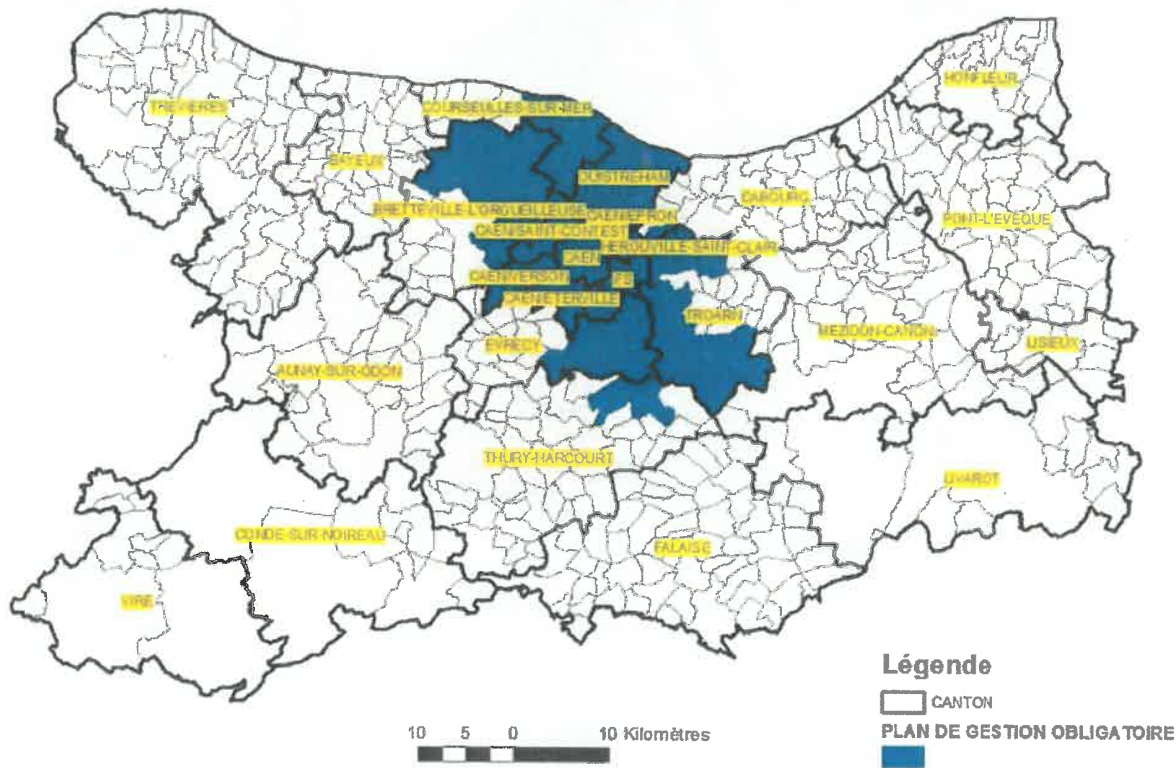
Annexe 6 :



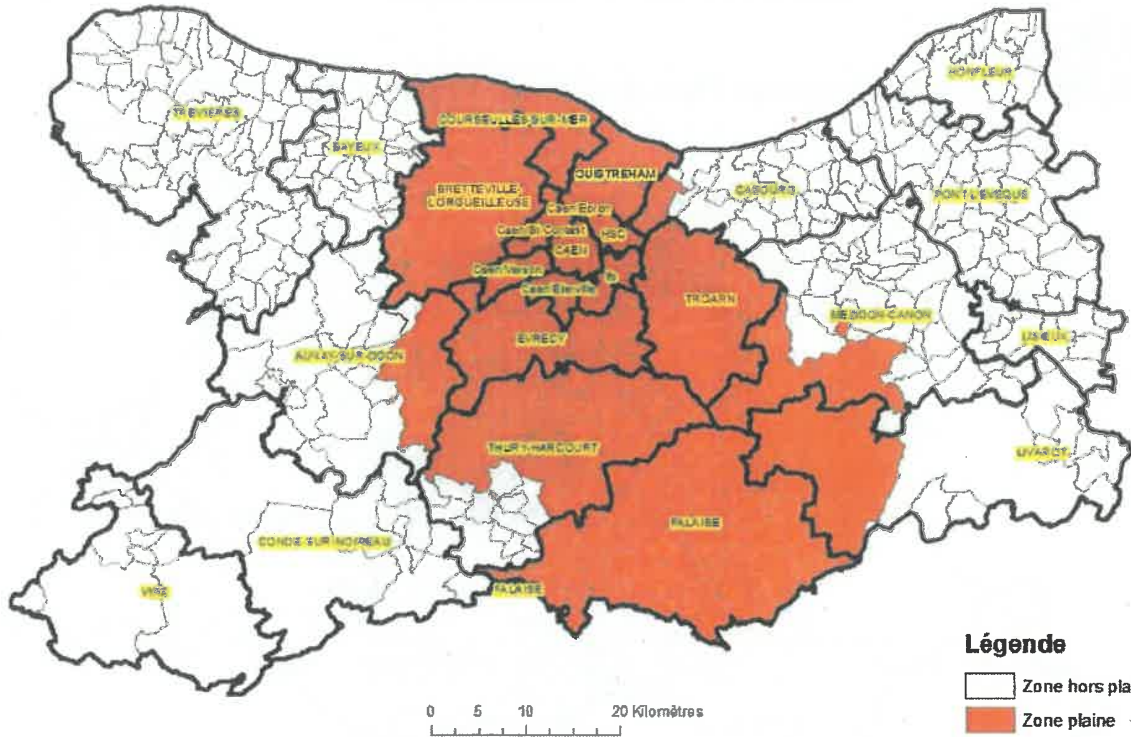
Annexe 7 :



Communes en Plan de Gestion Perdrix Grise 2020/2021

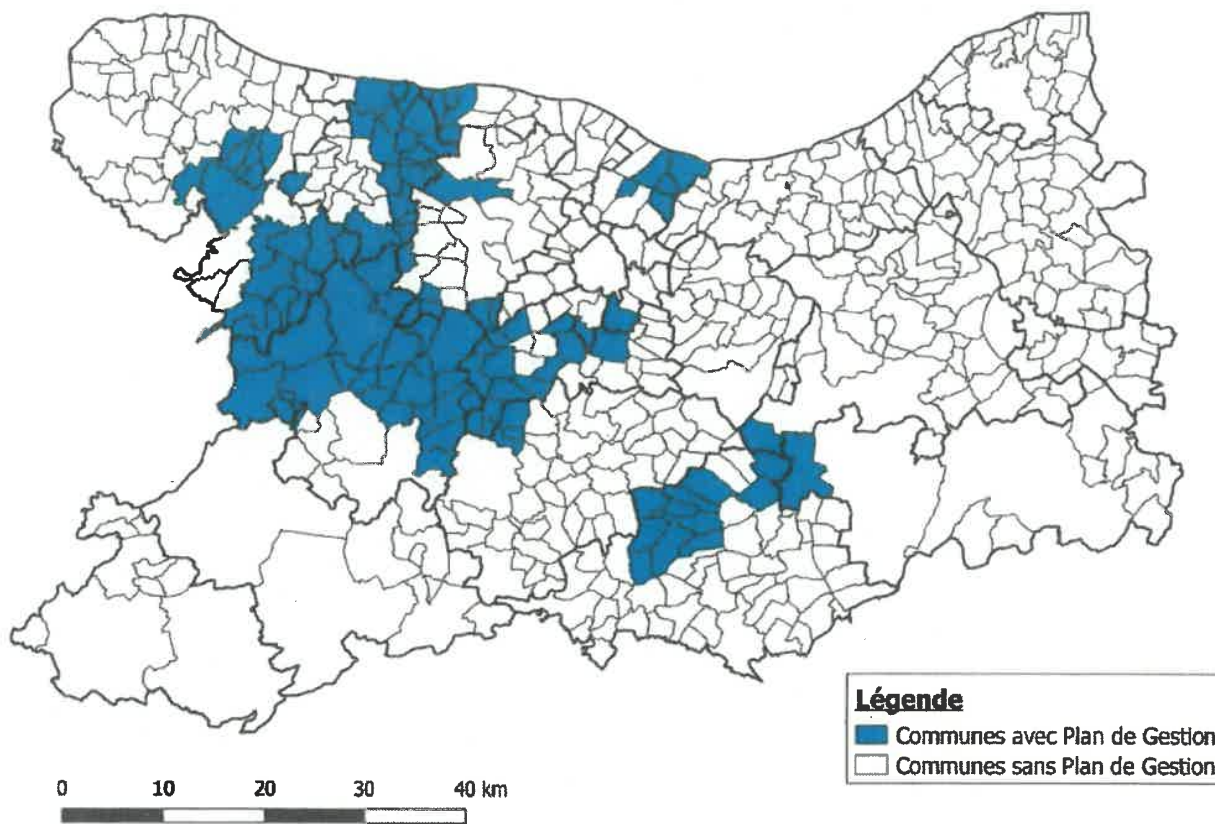


Plan de Gestion PERDRIX GRISE 2020/2021  
Territoire qualifié de "zone de plaine"



Annexe 8 :

## Communes en Plan de Gestion Obligatoire FAISAN 2020/2021



Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

14-2020-08-03-021

Arrêté n° 20-57 portant réorganisation de la direction  
interdépartementale des routes Nord-Ouest





Arrêté n° *20-57* du **03 AOUT 2020**  
portant réorganisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU :

- le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;
- le décret du Président de la République en date du 1er avril 2019 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, en qualité de Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;
- l'avis rendu le 18 juin 2020 par le comité technique de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest ;

*Sur proposition du directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest*

## **ARRÊTE**

**Article 1** : La direction interdépartementale des routes Nord-Ouest est organisée ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020 :

Le directeur interdépartemental des routes est assisté :

- d'un directeur adjoint en charge de l'ingénierie
- d'un directeur adjoint, responsable sécurité défense et responsable de l'exploitation et des districts

Préfecture de la Seine-Maritime  
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX  
Standard : 02 32 76 50 00.  
Courriel : [pref-secretariat-prefet@seine-maritime.gouv.fr](mailto:pref-secretariat-prefet@seine-maritime.gouv.fr)

- d'une mission communication et écoute des usagers

Il est également assisté d'un secrétariat général qui comprend :

- un pôle ressources humaines
- un pôle sécurité et prévention
- un pôle moyens généraux, immobilier et informatique
- un pôle contrôle de gestion
- un pôle contentieux routier et dégâts au domaine public

Sous l'autorité de la direction sont mis en place les services suivants :

- le service des politiques et des techniques
- le service ingénierie routière de Rouen
- le service ingénierie routière de Caen

Ainsi que quatre districts :

- le district de Rouen
- le district Manche-Calvados
- le district d'Évreux
- le district de Dreux

Sous l'autorité desquels sont placés 21 centres d'entretien et d'intervention.

**Article 2** : Organisation des services à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020 :

### 2.1 – Le service des politiques et des techniques

Il comprend :

- un pôle programmation et gestion de marchés
- un pôle exploitation, systèmes et matériels
- un pôle domanialité et sécurité routière
- un pôle entretien et gestion des ouvrages d'art
- un pôle patrimoine chaussées et immobilier
- un pôle administration de données et dépendances
- un pôle qualité, méthodes et développement durable

### 2.2 – Les services d'ingénierie routière (SIR)

Les services d'ingénierie routière comprennent :

Pour le SIR de Caen :

- un pôle administratif
- un pôle tracé environnement équipements
- un pôle terrassements assainissement chaussées
- un pôle direction de chantier

Préfecture de la Seine-Maritime  
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX  
Standard : 02 32 76 50 00  
Courriel : [pref-secretariat-prefet@eie-maritime.gouv.fr](mailto:pref-secretariat-prefet@eie-maritime.gouv.fr)

### Pour le SIR de Rouen :

- un pôle tracé environnement équipements
- un pôle ouvrages d'art
- un pôle terrassement assainissement chaussées
- un pôle marchés et chantiers

### 2.3 – Les districts

Les districts comprennent des centres d'entretien et d'intervention, des centres d'ingénierie et gestion du trafic et des pôles fonctionnels.

Les centres d'entretien et d'intervention sont ainsi répartis par district :

- pour le district de Rouen : les CEI de Rouen, Isneauville, Maucomble, Bouttencourt, Gournay, Gonfreville-l'Orcher et Criquetot-sur-Longueville ;
- pour le district Manche-Calvados : les CEI de Mondeville, Bayeux, Villers-Bocage, Saint-Lô, Poilley, Fleury, Valognes, ainsi que le pôle entretien en régie de Saint-Lô ;
- pour le district d'Évreux, les CEI d'Évreux, Verneuil-sur-Avre et Alençon ;
- pour le district de Dreux, les CEI de Dreux, Chartres, Châteaudun et Vendôme.

Les centres d'ingénierie et gestion du trafic (CIGT) sont ainsi répartis par district :

- pour le district de Rouen : CIGT de Rouen
- pour le district Manche-Calvados : CIGT de Caen

Chaque district comprend des pôles fonctionnels :

#### Pour le district de Rouen

- assistance du chef de district et des adjoints
- pôle maintenance
- pôle financier et gestion des ressources humaines

#### *Sous l'autorité de l'adjoint au chef de district en charge de l'exploitation :*

- pôle exploitation comprenant les CEI de Rouen, Isneauville, Maucomble, Bouttencourt, Gournay, Gonfreville-l'Orcher et Criquetot-sur-Longueville
- pôle gestion de la route et dépendances

#### Pour le district Manche-Calvados

- pôle assistance et gestion des ressources humaines
- pôle financier

#### *Sous l'autorité de l'adjoint au chef de district en charge de l'exploitation*

- pôle exploitation comprenant les CEI de Bayeux, Mondeville, Villers-Bocage, Fleury, Poilley, Saint Lô et Valognes
- pôle entretien en régie de Saint-Lô
- pôle gestion de la route

Pour le district d'Évreux

- pôle exploitation, comprenant les CEI d'Évreux, Verneuil-sur-Avre et Alençon
- pôle administratif et comptable
- pôle gestion de la route et veille qualifiée

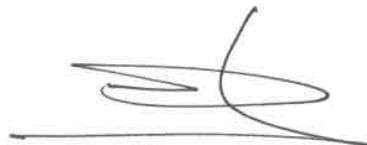
Pour le district de Dreux

- pôle exploitation comprenant les CEI de Dreux, Chartres, Châteaudun et Vendôme
- pôle administratif et comptable
- pôle gestion de la route et veille qualifiée

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-Maritime, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs des préfectures du Calvados, de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, de la Manche, de l'Oise, de l'Orne, des Yvelines et de la Somme.

**Article 4 :** Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les préfets des départements concernés,
- Monsieur le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest,
- Messieurs les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, du Centre-Val de Loire et des Hauts de France,
- Messieurs les directeurs départementaux des territoires de l'Eure-et-Loir, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, de l'Oise, de l'Orne et des Yvelines, les directeurs départementaux des territoires et de la mer du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de la Seine-Maritime et de la Somme.



Pierre-André DURAND

*Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Préfecture de la Seine-Maritime  
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX  
Standard : 02 32 76 50 00  
Courriel : [pref-secretariat-prefet@eine-maritime.gouv.fr](mailto:pref-secretariat-prefet@eine-maritime.gouv.fr)

Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest

14-2020-08-03-022

Arrêté portant délégation de signature au général de corps  
d'armée Sauvegrain



## PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST

*Arrêté portant délégation de signature au général de corps d'armée Pierre SAUVEGRAIN, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest et commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, en ce qui concerne le budget opérationnel de programme relatif aux services de gendarmerie de la zone Ouest*

**La préfète de la région Bretagne,  
Préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
Préfète d'Ille-et-Vilaine**

N° 2020 - 20

- Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles R.122-32 à R.122-35 ;
- Vu le code de la défense ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 70 à 73 ;
- Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant certaines dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;
- Vu le décret du 30 octobre 2018 nommant Madame Michèle KIRRY préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu le décret du 11 juillet 2019 nommant le général Eric LANGLOIS commandant en second de la région de gendarmerie de Bretagne, commandant en second la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest ;
- Vu le décret du 5 février 2020 nommant Cécile GUYADER, préfète déléguée pour la défense et la sécurité auprès de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du général de corps d'armée Pierre SAUVEGRAIN commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°14-96 du 22 juillet 2014 portant organisation du SGAMI de la zone de défense et de sécurité Ouest, pris en application de l'article 2 de l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;
- Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux attributions des échelons de commandement de la gendarmerie nationale en métropole ;
- Vu la décision INTJ1527354S du directeur général de la gendarmerie nationale portant désignation des responsables de budget opérationnel du programme et d'unité opérationnelle pour le programme 152 « Gendarmerie nationale » en date du 15 décembre 2015 ;
- Vu la charte de gestion du programme 152 « Gendarmerie nationale » ;

## ARRETE :

### Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée au général de corps d'armée Pierre SAUVEGRAIN, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest et commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, à l'effet de signer, au nom de la préfète de zone de défense et de sécurité Ouest, pour le programme 152 « Gendarmerie nationale », tous actes et décisions relatifs à :

1° la préparation des budgets, la répartition des crédits, l'exécution budgétaire et la réalisation des objectifs opérationnels du budget opérationnel de programme 0152-DOUE ;

2° l'ordonnancement des recettes et des dépenses relevant de ses attributions et imputées sur le budget du programme 152 « Gendarmerie nationale » de la mission « sécurités ».

### Article 2

Le délégataire désigné à l'article 1<sup>er</sup> est autorisé à donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs au 2° de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

### Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement du délégataire désigné à l'article 1<sup>er</sup>, délégation est donnée au général Eric LANGLOIS, commandant en second la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest, à l'effet de signer, au nom de la préfète de zone de défense et de sécurité Ouest, tous actes et décisions relatifs au 1° de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

### Article 4


Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°20-14 du 22 juin 2020 susvisé sont abrogées.

### Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest et communiquée au directeur général de la gendarmerie nationale, responsable du programme 152 « Gendarmerie nationale ».

Rennes, le 03/08/2020

La préfète de la Région Bretagne,  
Préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
Préfète d'Ille-et-Vilaine

  
Michèle KIRRY

*par délégation,*  
Cécile GUYADER

Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-004

Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/262 portant obligation du port  
du masque de protection afin de pouvoir accéder aux  
marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le  
territoire de la commune de Luc-sur-Mer



**Arrêté n°2020/SIDPC/AL/262 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder aux marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le territoire de la commune de Luc-sur-Mer**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire de Luc-sur-Mer ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** que sont organisés des marchés alimentaires de plein air sur le territoire de la commune de Luc-sur-Mer ;

**Considérant** la forte fréquentation de ces marchés ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne fréquentant ces marchés ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les exposants et les clients âgés de 11 ans et plus, est obligatoire afin de pouvoir accéder aux marchés organisés, sur le territoire de la commune de Luc-sur-Mer :

- marché de nuit, tous les lundis de 16 h 30 à 23 heures 00, dans la rue de la mer,
- marché, tous les mercredis et samedis, de 07 heures 00 à 13 heures 00, boulevard de la République.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter du jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et jusqu'au lundi 31 août 2020.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la commune qui devra en assurer l'affichage à tous les accès aux marchés.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire de Luc-sur-Mer et le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le

- 6 AOUT 2020

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-002

Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/263 portant obligation du port  
du masque de protection afin de pouvoir accéder au  
marché alimentaire de plein air se déroulant sur le territoire  
de la commune du Molay Littry



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n°2020/SIDPC/AL/263 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder au marché alimentaire de plein air se déroulant sur le territoire de la commune du Molay Littry**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire du Molay Littry ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** qu'est organisé, tous les jeudis, place du marché, un marché alimentaire de plein air sur le territoire de la commune du Molay Littry ;

**Considérant** la forte fréquentation de ce marché ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne fréquentant ce marché ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les exposants et les clients âgés de 11 ans et plus, est obligatoire afin de pouvoir accéder au marché organisé, tous les jeudis (place du marché) sur le territoire de la commune du Molay-Littry.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter du jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et jusqu'au lundi 31 août 2020.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la commune qui devra en assurer l'affichage à tous les accès au marché.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire du Molay Littry et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le

- 6 AOUT 2020

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

# Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-005

Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/264 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder dans certaines rues de la Ville de Cabourg, tous les jours, de 07 heures 00 à 23 heures 00.



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2020/SIDPC/AL/264 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans certaines rues de la Ville de Cabourg, tous les jours, de 07 heures 00 à 23 heures 00**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire de Cabourg ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** que la Ville de Cabourg est très fréquentée ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les personnes âgées de onze ans et plus, est obligatoire afin de déambuler dans certaines rues mentionnées en annexe du présent arrêté, sur la Ville de Cabourg, de 07 heures 00 à 23 heures 00, tous les jours.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter de ce jour et jusqu'au lundi 31 août 2020 inclus.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la Ville de Cabourg qui devra en assurer l'affichage. Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire de Cabourg et le directeur départemental de la sécurité publique du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le - 6 AOUT 2020

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Jean-Philippe VENNIN



**Annexe de l'arrêté préfectoral n° 2020/SIDPC/AL/264 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans les rues de la Ville de Cabourg de 07 heures 00 à 23 heures**

- Avenue de la Mer, dans sa partie comprise entre l'avenue des Dunettes et l'avenue des Jardins du Casino,
- Avenue du général Castelnau, dans sa partie comprise entre l'avenue de la mer et la fin de la boutique « gants »,
- Avenue du Commandant Bertaux Levillain, dans sa partie comprise entre l'avenue de la Mer et l'avenue de Bavent,
- Avenue de la République, dans sa partie comprise entre l'avenue de la Mer et l'avenue de Troarn,
- Avenue du Président Raymond Poincaré, dans sa partie comprise entre l'avenue de la Mer et l'avenue de Bavent,
- Avenue Jean Mermoz, entre l'avenue de la Mer et l'avenue de la Paix,
- Avenue du Commandant Bertaux Levillain, dans sa partie comprise entre l'avenue Alfred Piat et l'avenue de Bavent,
- Avenue de la Marne dans sa partie comprise entre l'avenue Commandant Bertaux Levillain et l'avenue des dunettes, y compris le parking se trouvant sur cette portion,
- Avenue du Marché dans sa partie comprise entre l'avenue des Dunettes et l'avenue Commandant Bertaux Levillain,
- Avenue des dunettes dans sa partie comprise entre l'avenue du marché et l'avenue de la Marne,
- Place du Marché.

Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-007

Arrêté n° 2020/SIDPC/CR/260 portant obligation du port  
du masque de protection afin de déambuler dans la rue  
Général de Gaulle de la commune de Douvres la  
Délivrande



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2020/SIDPC/CR/260 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans la rue du Général de Gaulle de la commune de Douvres-la-Délivrande**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire de Douvres-la-Délivrande ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** que la rue du Général de Gaulle de la commune de Douvres-la-Délivrande est très fréquentée ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne fréquentant cette rue ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les personnes âgées de onze ans et plus, est obligatoire afin de déambuler dans la rue suivante de la commune de Douvres-la-Délivrande :

- **la rue du Général de Gaulle :**
  - du lundi au samedi de 8h00 à 20h00,
  - le dimanche de 8h00 à 13h00.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter de ce jour et jusqu'au lundi 31 août 2020 inclus.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la commune de Douvres-la-Délivrande qui devra en assurer l'affichage. Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire de Douvres-la-Délivrande et le directeur départemental de la sécurité publique du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le

**6 AOUT 2020**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Jean-Philippe VENNIN

Préfecture du Calvados

14-2020-08-04-010

Arrêté portant dérogation au repos dominical CEVA  
SEML



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
portant dérogation au repos dominical**

**Le Préfet du Calvados  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** les dispositions des articles L.3111-1, L.3132-1, L.3132-2, L.3132-20, L.3132-21 et L.3132-23 du Code du travail,

**Vu** la demande présentée en date du 3 juillet 2020 par Madame Stéphanie PEDRON, directrice générale de l'établissement CEVA SEML, sis à PLEUBIAN (22610), en vue d'être autorisée à employer les trois salariés suivants le dimanche 9 août 2020 pour effectuer des prélèvements d'algues sur l'estran :

- Monsieur Anthony LE BRIS
- Madame Maud PANRANTHOEN
- Madame Léa CHISLOUP,

**Considérant** que la demande porte sur un dimanche et qu'en application de l'article L.3132-21 alinéa 2 du Code du travail, les avis préalables mentionnés au premier alinéa de l'article L.3132-20 dudit Code ne sont pas requis lorsque l'autorisation n'excède pas trois dimanches,

**Considérant** que les prélèvements d'échantillons doivent être réalisés lorsque l'estran est à découvert ; ce qui implique de forts coefficients de marée,

**Considérant** que le dimanche 9 août 2020 est une journée à forts coefficients de marée,

**Considérant** que le repos simultané le dimanche 9 août 2020 de tous les salariés de l'établissement compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement,

**A R R E T E**

**Article 1** : L'établissement CEVA SEML est autorisé à employer les trois salariés susvisés le dimanche 9 août 2020 pour effectuer des prélèvements d'algues sur les territoires de :

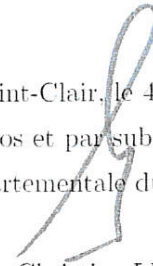
- GEFOSSE – FONTENAY (14230),
- GRANDCAMP-MAISY (14450),
- GOLD-BEACH (14960),

- VER-GRAYE-SUR-MER (14470),
- COURSEULLES-BERNIERES-SUR-MER (14470),
- SAINT-AUBIN-LANGRUNE-SUR-MER (14750),
- LUC-LION-SUR-MER (14530).

**Article 2** : Cette autorisation est subordonnée au respect des dispositions du Code du travail relatives au repos, à la durée du travail et aux dispositions conventionnelles applicables à l'entreprise relatives au paiement des heures de travail accomplies le dimanche.

**Article 3** : Le Secrétaire général de la Préfecture du Calvados et la Directrice de l'Unité Départementale du Calvados de la Direccte de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Hérouville-Saint-Clair, le 4 août 2020  
Pour le Préfet du Calvados et par subdélégation,  
La Responsable de l'Unité Départementale du Calvados



Christine LESTRADE

VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut faire l'objet dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de la notification :

- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail – Direction Générale du Travail (DGT) 39-43 Quai André Citroën – 75739 PARIS CEDEX
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen (3-5 Rue Arthur Leduc 14050 CAEN CEDEX 4)

Tout recours devra être accompagné d'une copie de la décision.

Ces recours ne sont pas suspensifs.

# Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-006

Arrêté préfectoral N° 2020/SIDPC/CR/259 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder aux marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le territoire de la commune de Douvres-la-Délivrande





**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n°2020/SIDPC/CR/259 portant obligation du port du masque de protection afin de pouvoir accéder aux marchés alimentaires de plein air se déroulant sur le territoire de la Ville de Douvres-la-Délivrande**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire de Douvres-la-Délivrande ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** que sont organisés, des marchés alimentaires de plein air sur le territoire de la Ville de Douvres-la-Délivrande ;

**Considérant** la forte fréquentation de ces marchés ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne fréquentant ces marchés ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les exposants et les clients âgés de 11 ans et plus, est obligatoire afin de pouvoir accéder aux différents marchés organisés sur le territoire de la Ville de Douvres-la-Délicivrande :

- marchés d'approvisionnement :
  - place Lelièvre, le mercredi de 15h00 à 20h00,
  - place Saint-Rémi, le samedi de 9h00 à 13h00.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter du jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et jusqu'au lundi 31 août 2020.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la commune qui devra en assurer l'affichage à tous les accès aux marchés.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire de Douvres-la-Délicivrande et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le **6 AOUT 2020**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

Préfecture du Calvados

14-2020-08-06-001

Arrêté préfectoral N° 2020/SIDPC/MG/265 portant  
obligation du port du masque de protection afin de  
déambuler dans les rues et certains espaces publics de la  
ville de Deauville



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2020/SIDPC/MG/265 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans les rues et certains espaces publics de la Ville de Deauville**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** la loi 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT en qualité de préfet du Calvados à compter du 6 janvier 2020 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados à compter du 9 mars 2020 ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 9 mars 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**Vu** la demande du maire de Deauville ;

**Considérant** que le fait que le virus Covid 19 continue de circuler sur l'ensemble du territoire national ;

**Considérant** que la Ville de Deauville est très fréquentée ;

**Considérant** que la densité de la foule ne permet pas de respecter la distanciation physique d'un mètre entre chaque personne ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque de contamination par le Covid 19 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la transmission du Covid et prévenir l'apparition de clusters ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : le port du masque de protection, par les personnes âgées de onze ans et plus, est obligatoire afin de déambuler dans les rues et espaces publics, mentionnés en annexe du présent arrêté, sur la Ville de Deauville.

**Article 2** : cette mesure s'applique à compter de ce jour et jusqu'au lundi 31 août 2020 inclus.

**Article 3** : le présent arrêté sera communiqué au maire de la Ville de Deauville qui devra en assurer l'affichage. Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 4** : le non-respect des dispositions du présent arrêté expose son auteur à une amende forfaitaire d'un montant de 135 €.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : le directeur de cabinet du préfet du Calvados, le maire de Deauville et le directeur départemental de la sécurité publique du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Caen, le 6 AOUT 2020

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Jean-Philippe VENNIN

**Annexe de l'arrêté préfectoral n° 2020/SIDPC/MG/265 portant obligation du port du masque de protection afin de déambuler dans les rues et certains espaces publics de la Ville de Deauville**

Rue Désiré Le Hoc  
Rue Eugène Colas  
Rue Olliffe, entre la rue Victor Hugo et l'avenue de la République  
Rue Gambetta, entre la rue Victor Hugo et l'avenue de la République  
Rue Breney, entre la Place Morny et la rue Mirabeau  
Avenue Lucien Barrière  
Rue Hoche, entre la rue Jean Mermoz et la rue Victor Hugo  
Rue Edmond Blanc  
Rue du Casino  
Rue Gontaut-Biron entre la place Yves Saint Laurent et Leclerc

-----

Place Morny  
Place Yves Saint Laurent  
Promenade des Planches